

Régie
du bâtiment

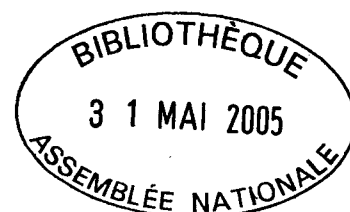
Québec 

T76B381
E88
2005/06
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2005-2006

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



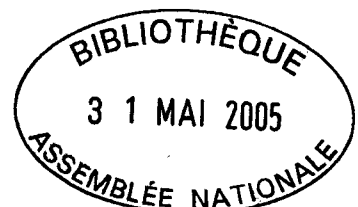
RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006 compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.....	1
2. Organigramme de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3. Liste de toutes les publications de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens:.....	4
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution. 	
4. Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2004 :	5
<ul style="list-style-type: none"> - endroits et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coûts - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés. 	
5. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :.....	14
<ul style="list-style-type: none"> - la liste des ententes signées et/ou annoncées; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; - les investissements annoncés. 	
6. Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.....	15
7. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....	16
<ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006; - les firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes); - le but visé par chaque dépense. 	



8.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :	17
	<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat. 	
9.	Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :	18
	<ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat; - copie du contrat. 	
10.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 :	19
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	
11.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2004-2005 à une firme de relations publiques :	27
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	
12.	Pour le <u>Cabinet ministériel</u> , le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :	28
	<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : i) au Québec ii) à l'extérieur du Québec. 	
13.	Pour la <u>Régie</u> , le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :	29
	<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, 	

des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou
ressourcement : i) au Québec
ii) à l'extérieur du Québec

14. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 :..... 30
 - pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total de l'organisme.
15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2004-2005, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :..... 31
 - nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2002 :..... 32
 - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
17. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :..... 34
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail.

18.	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.....	35
19.	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :.....	36
	<ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme. 	
20.	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels du 1 ^{er} avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour	37
21.	La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} avril 2004 en indiquant pour chaque individu :.....	38
	<ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2004; - le nombre total d'employés au cabinet; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre 	
22.	Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire :.....	40
	<ul style="list-style-type: none"> i) du ministre; ii) de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concernés; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat. 	
23.	La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.....	41
24.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :.....	42
	<ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2005-2006 et 2006-2007. 	

25.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2004-2005.....	43
26.	Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.....	44
27.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:..... - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	45
28.	Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :..... - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	46
29.	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :..... - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	47
30.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :..... - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite.	48
31.	Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	49
32.	Liste de tous les abonnements de l'organisme et le coût de chacun :..... - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	50
33.	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :..... - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois;	51

-	combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	
34.	Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :..... a) téléphonie; b) matériel informatique; c) logiciels; d) programmation; e) formation.	52
35.	Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....	53
36.	Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	54
37.	Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.....	55
38.	Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.....	56
39.	Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.....	57
40.	Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail	58
41.	Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus pour 2005-2006.....	59
42.	Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.....	60
43.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.....	61
44.	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :..... - liste; - mandats; - contrats; - résultat du travail effectué; - échéances prévues; - sommes impliquées.	62
45.	Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.....	63

46.	Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.....	64
47.	La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.....	65
48.	La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.....	66
49.	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :..... - nombre de refus; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.	67
50.	La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :..... - coûts; - nombre de ressources affectées; - nombre de rencontres; - nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	68
51.	Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.....	69
52.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	70
53.	Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.....	71
54.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaires, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.....	72
55.	La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2004-2005.....	73
56.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.....	74

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2004-2005 ET 2005-2006

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2004-2005 et 2005-2006, compte tenu des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 février 2005.

Veillez vous référer au cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail transmis avec l'ensemble de la documentation de l'étude des crédits 2005-2006.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

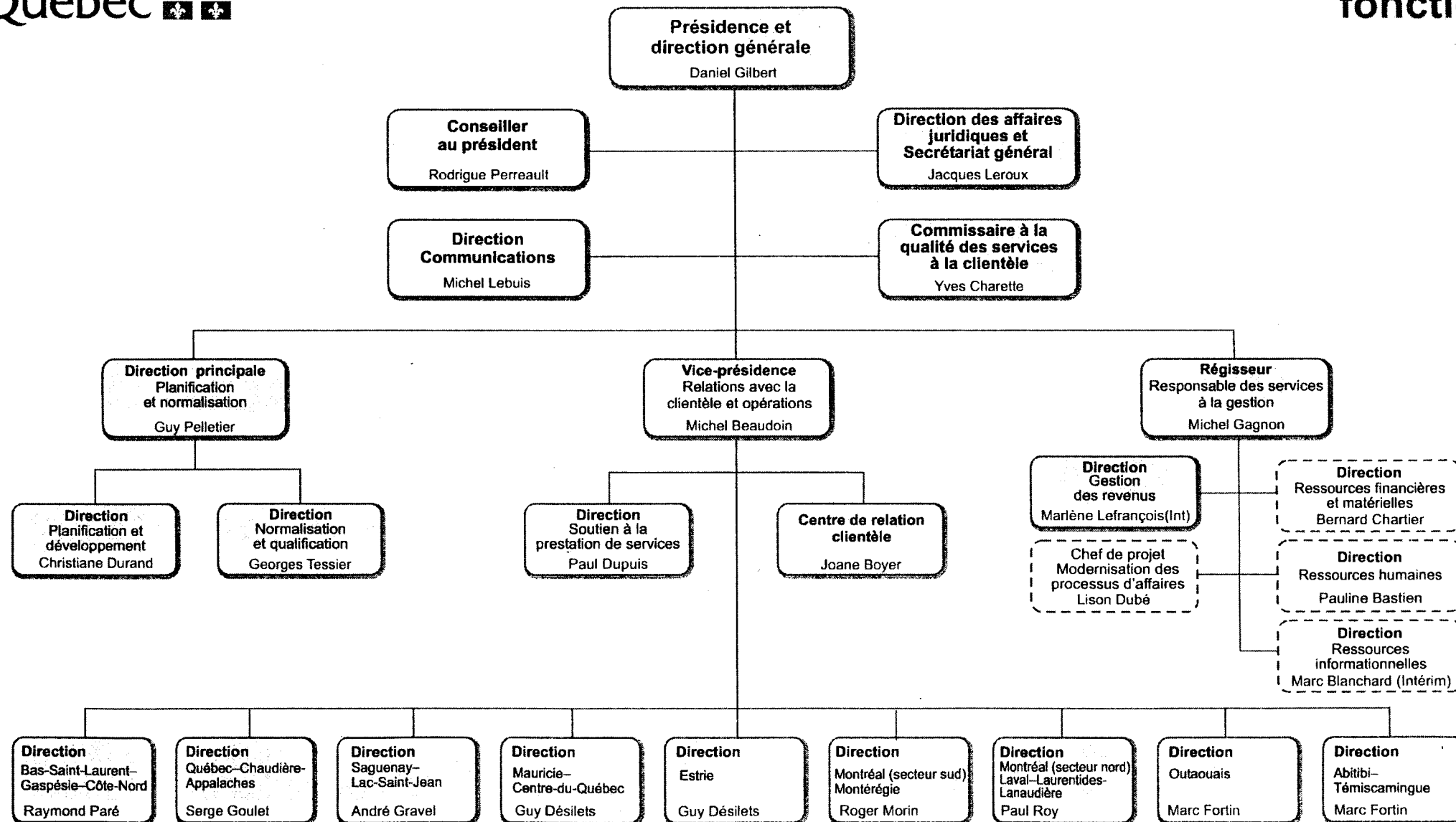
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME

Organigramme de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

L'organigramme est présenté à la page suivante.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

3. PUBLICATIONS

4

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
COLUMBUS (Ohio) 27 mars au 3 avril 2004	Participer à une session de formation dans le but d'obtenir la qualification « N » du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors qui est requise pour faire l'inspection des appareils sous pression, devant porter l'estampille ASME pour le secteur nucléaire.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors	2 358,69 \$ 2 120,38 \$	Pierre Bigirimana Zyad Madanieh
VICTORIA (C.-B.) 3, 4 et 5 avril 2004	Participer à la rencontre de deux jours des membres de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies qui se tiendra à l'Hôtel Grand Pacific à Victoria.	Membres de la Commission	Coûts défrayés par le CNRC	Rodrigue Perreault
TORONTO (Ont.) 18 et 19 avril 2004	Étudier les implications du Code des ascenseurs CSA-B44 en relations avec les exigences du Code National du Bâtiment du Canada (CNBC) et élaborer des propositions de révisions afin d'harmoniser la réglementation applicable aux ascenseurs et monte-charge.	Membres du CNBC	447,42 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 20 au 21 avril 2004	Participer à la réunion du comité technique de la CSA sur les raccords mécaniques à rainure et épaulement B242.	Membres du Comité	671,36 \$ dont 50% payé par le CSA	Benoît Lagueux
COLUMBUS (Ohio) 25 au 30 avril 2004	Participer à une session de formation sur les exigences relatives à la vérification, la réparation, l'assemblage des dispositifs de protection contre la surpression, soupapes de sûreté et de décharge. Cette formation est nécessaire pour permettre au personnel de la Régie attitré au suivi des programmes de contrôle de la qualité des réparateurs et des utilisateurs de ces dispositifs de se perfectionner et de mettre à jour leurs connaissances dans ce secteur.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors	1 515,15 \$	Michel Proulx

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
COLUMBUS (Ohio) 25 avril au 1 ^{er} mai 2004	Participer à une session de formation sur les exigences relatives à la vérification, la réparation, l'assemblage des dispositifs de protection contre la surpression, soupapes de sûreté et de décharge. Cette formation est nécessaire pour permettre au personnel de la Régie, attitré au suivi des programmes de contrôle de la qualité des réparateurs et des utilisateurs de ces dispositifs, de se perfectionner et de mettre à jour leurs connaissances dans ce secteur.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors	1 641,92 \$	Jean Denechaud
COLUMBUS (Ohio) 25 avril au 1 ^{er} mai 2004	Participer à une session de formation sur les exigences relatives à la vérification, la réparation, l'assemblage des dispositifs de protection contre la surpression, soupapes de sûreté et de décharge. Cette formation est nécessaire pour permettre au personnel de la Régie, attitré au suivi des programmes de contrôle de la qualité des réparateurs et des utilisateurs de ces dispositifs, de se perfectionner et de mettre à jour leurs connaissances dans ce secteur.	Membres du National Board of Boiler and Pressure Vessel Inspec	1 475,23 \$	Louis Langlois
OTTAWA (Ont.) 27 au 29 avril 2004	Participer au Conseil national de recherches du Canada (CNRC) – Comité de vérification technique des documents français.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Benoît Lagueux Guy Harvey
TORONTO (Ont.) 1 ^{er} au 7 mai 2004	Participer au congrès CIB World Building Congress 2004. Technique de construction, environnement et bâtiment, codes par objectifs, construction durable, révision des coûts des projets, sécurité et protection incendie des bâtiments de grande hauteur, ventilation des bâtiments, mesures d'efficacité énergétiques.	Membres du Congrès	3 001,48 \$	Michel Légaré

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
VANCOUVER (C.-B.) 10 au 13 mai 2004	Participer à la réunion des comités techniques de la CSA sur la tuyauterie de plastique sans pression ainsi que sous pression.	Membres des comités techniques	1 453,45 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
FREDÉRICTON (N.-B.) 16 au 18 mai 2004	Participer à la rencontre du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC). Forum regroupant l'ensemble des provinces pour discuter des modes d'application des différentes réglementations en matière de construction.	Membres du NPSAC	983,24 \$ 1 269,26 \$	Daniel Gilbert Rodrigue Perreault
EDMONTON (Alb.) 16 au 21 mai 2004	Participer au Comité technique des chefs inspecteurs ASP et sous-comité des normes B-S1 et B-S2-CSA. Effectuer les études techniques commandées par l'Association des chefs inspecteurs; étudier et élaborer des propositions de révisions aux normes B-51; uniformiser les exigences canadiennes relatives aux appareils sous pression.	Membres du Comité	1 675,64 \$ dont 50 % payé par le CSA	Raoul Raouf Awad
TORONTO (Ont.) 25 au 27 mai 2004	Élaborer les exigences techniques relatives à l'inspection périodique (N-285-B).	Membres du Comité	646,05 \$ dont 50 % payé par le CSA	Raoul Raouf Awad
CHARLOTTETOWN (I.- P.- E.) 30 mai au 5 juin 2004	Participer à une rencontre du Conseil consultatif interprovincial du gaz et comité du code d'installation du gaz, CAN/CGA B149. Réunion du Conseil permettant aux représentants gouvernementaux de discuter du contenu des codes et normes techniques en gaz ainsi que des problèmes d'approbation et d'inspection auxquels ils ont à faire face. Supervision du développement des codes et normes et autorisation de l'usage des nouvelles normes par les organismes de certification.	Membres du Conseil	1 566,01 \$ 1 240,10 \$ dont 50% payé par le CSA	Jean-François Bussièrès Jean Samson

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
OTTAWA (Ont.) 31 mai au 1 ^{er} juin 2004	Agir comme témoin en vertu de l'article 71 des Règles du tribunal de la concurrence dans la cause contre Tuyauteries Canada Ltée.	Membres du tribunal	Coûts défrayés par Canada Pipe Company Ltd	Benoît Lagueux
OTTAWA (Ont.) 1 ^{er} et 2 juin 2004	Participer à l'élaboration des standards d'accessibilité et d'ajustement des normes face à l'évolution technologique du comité CSA B651.	Membres du comité	422,18 \$ dont 50 % payé par le CSA	Ginette Dupont
VANCOUVER (C.- B.) 12 au 16 juin 2004	Participer à la réunion annuelle du comité CSA-Z98 sur les remontées mécaniques. Uniformiser les exigences canadiennes relatives à la conception, la construction, l'installation au fonctionnement, à l'entretien, à l'inspection et à la mise à l'essai des remontées mécaniques dans le but d'assurer la protection contre le risque d'accidents associés au fonctionnement de ces appareils.	Membres du comité	2 154,39 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 22 au 23 juin 2004	Participer à une réunion du Comité de la norme CSA-B355 pour présenter et défendre nos orientations concernant : la fusion des normes B613 et B355 et l'harmonisation de la norme B355 avec la norme américaine.	Membres du comité	473,11 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 27 au 29 juin 2004	Participer à la 17 ^e Rencontre de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies.	Membres du CCCBPI	Coûts défrayés par le CNRC	Rodrigue Perreault
OTTAWA (Ont.) 5 au 7 juillet 2004	Participer à la réunion du Conseil national de recherches du Canada – Comité de vérification technique des documents français.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Benoît Lagueux Guy Harvey
TORONTO (Ont.) 13 et 14 juillet 2004	Participer à une réunion du comité technique de la norme CSA-B602 sur les joints mécaniques.	Membres du comité	573,12 \$	Benoît Lagueux

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
TORONTO (Ont.) 18 et 19 juillet 2004	Participer à une réunion du comité technique de la CSA sur les raccords mécaniques à rainure et épaulement B242.	Membres du comité	676,44 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (Ont.) 25 au 27 juillet 2004	Participer à la réunion de l'« Executive Committee of the B44 Technical Committee » en vue de la préparation de la réunion annuelle de septembre 2004.	Membres du comité	363,84 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 26 et 27 juillet 2004	Participer à une réunion du comité technique de la norme CSA-B481.1 sur les séparateurs de graisse.	Membres du comité	477,17 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
COLUMBUS (Ohio) 7 au 14 août 2004	Participer à un cours de formation et examen du National Board (Authorized Inspector Supervisor « B » course).	Membres du National Board	1 561,78 \$	Jean-Pierre Fachinetti
COLUMBUS (Ohio) 7 au 14 août 2004	Participer à un cours de formation et examen du National Board (Authorized Inspector Supervisor « B » course).	Membres du National Board	1 834,41 \$	Zyad Madanieh
IQALUIT (Nunavut) 8 au 13 août 2004	Participer à la rencontre de l'Association des chefs inspecteurs. Échanger sur les problèmes d'application technique et de mesures administratives en vue d'améliorer la sécurité des appareils sous pression. CSA-B51 et CSA-B52.	Membres de l'ACI et des comités	3 221,45 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (Ont.) 22 au 27 août 2004	Participer à une réunion des comités techniques sur les séries de normes B125 « Robinetterie sanitaire et B64 « Dispositifs antirefoulement ».	Membres des comités techniques	1 182,26 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
ST-ANDREWS-BY-THE-SEA, (N.-B.) 8 au 12 sept. 2004	Participer à une réunion du sous-comité provincial/territorial sur les Codes de plomberie, réunion du Conseil consultatif canadien sur la plomberie et réunion du Comité directeur de CSA sur les produits et matériaux de plomberie.	Membres du conseil consultatif et membres du comité directeur	Défrayé par ICPC	Benoît Lagueux

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
TORONTO, (Ont.) 13 au 16 sept. 2004	Participer à la rencontre du Comité directeur des normes nucléaires de la CSA. 13 et 14 sept. 04 et CSA N285A Normes nucléaires. 15 et 16 sept. 04.	Membres du comité directeur	1 210,72 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
SEATTLE (É.-U.) 18 au 24 sept. 2004	Participer à la réunion annuelle de l'Association des chefs inspecteurs provinciaux en ascenseurs, de l'Advisory Concil on Elevating devices, du comité CSA B44, du comité ASME A17.1 et du comité mixte B44/A17.1.	Membres du comité	2 744,36 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 21 septembre 2004	Participer à la dix-huitième rencontre du Comité exécutif de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI	Membres du comité	Défrayé par CNRC	Rodrigue Perreault
OTTAWA (Ont.) 22 et 23 sept. 2004	Participer à la rencontre du comité CSA N290 Normes nucléaires (Technical Committee on Reactor Control Systems, Safety Systems & Instrumentation for Nuclear Power Plants).	Membres du comité	249,18 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
VICTORIA (C.B.) 26 sept. au 2 oct. 2004	Participer à la rencontre des sous-comités techniques du B149 qui s'assurent, chacun dans leur domaine, que les propositions d'amendement aux codes reçus par la CSA sont recevables.	Membres du comités	2 219,73 \$ dont 50 % payé par le CSA	Jean-François Bussièrès
OTTAWA (Ont.) 27 sept. 2004	Participer à la réunion du Conseil canadien des normes : Sub-Committee Advisory Committee on Conformity Assesment. Advisory Committee on Conformity Assesment.	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau
OTTAWA (Ont.) 27 au 29 sept. 2004	Participer à la réunion du Conseil canadien des normes : Sub-Committee Advisory Committee on Conformity Assesment. Advisory Committee on Conformity Assesment.	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jean-Louis Robert
OTTAWA (Ont.) 30 septembre 2004	Participer à la réunion du Conseil canadien des normes – Groupe de travail CAN-P1010 – CAN-P1014.	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
OTTAWA (Ont.) 1 ^{er} novembre 2004	Participer à la réunion du Conseil canadien des normes – Advisory Council of Standard	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau
MISSISSAUGA (Ont.) 1 ^{er} novembre 2004	Participer à la rencontre du Strategic Steering Committee on Mechanical Industrial Equipment Safety.	Membres du comité	394,22 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
TORONTO (Ont.) 2 et 3 novembre 2004	Participer à une réunion du comité technique des normes CSA-B79 sur les avaloirs de sol et CSA-B481 sur les séparateurs de graisse.	Membres du comité technique	514,75 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (Ont.) 14 au 18 novembre 2004	Participer à la réunion des comités techniques de la CSA sur la tuyauterie de plastique sans pression (B1800) ainsi que sous pression (B137), de même que sur les raccords mécaniques à rainure (B242).	Membres des comités techniques	769,39 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
CALGARY (Alb.) 13 au 16 novembre 2004	Participer à la rencontre des autorités provinciales en matière de surveillance de l'application des normes dans le domaine du bâtiment.	Autorités provinciales	1 446,86 \$	Rodrigue Perreault
CALGARY (Alb.) 17 au 19 novembre 2004	Participer à la rencontre du Comité consultatif provincial-territorial des politiques des codes CCPTPC.	Membres du comité consultatif	1 282,00 \$	Georges Tessier
OTTAWA (Ont.) 23 au 25 novembre 2004	Élaborer les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU (N285A).	Membres du CSA	417,89 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
OTTAWA (Ont.) 25 et 26 novembre 2004	Participer à la rencontre du Conseil national de recherches du Canada. Commission canadienne d'évaluation des matériaux de construction.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CSNRC	Jeannot Fecteau
OTTAWA (Ont.) 2 décembre 2004	Participer à la rencontre du Conseil canadien des normes – Groupe de travail CAN-P1010 CAN-P1014	Membres du CCN	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
PARIS (France) 4 au 12 décembre 2004	Participer au Salon électronique de la Fédération internationale pour la sécurité des usagers de l'électricité (FISUEL). Développer le niveau de sécurité des installations électriques et harmoniser les systèmes.	Membres du FISUEL	1 056,19 \$	Jean-Louis Robert
CALGARY (Alb.) 8 et 9 décembre 2004	Participer à la rencontre du Groupe de travail mixte CCBPI/CCPTPC sur les priorités du contenu et les domaines d'application pour le prochain cycle d'élaboration des codes nationaux.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Jeannot Fecteau
TORONTO (Ont.) 11 et 12 janvier 2005	Participer à la réunion du comité technique CSA N652 – Conception sans obstacles.	Membres du comité	837,64 \$ dont 50 % payé par le CSA	Ginette Dupont
TORONTO (Ont.) 17 au 19 janvier 2005	Participer à la réunion des comités techniques sur les séries de normes CSA-B45 Appareils sanitaires et B125 Robinetterie sanitaire.	Membres des comités	558,22 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (Ont.) 19 et 20 janvier 2005 X	Participer à la réunion du comité du Task Group 21 de ULC sur les dispositifs coupe-feu.	Membres du comité	612,76 \$	Michel Légaré
TORONTO (Ont.) 8 et 9 février 2005	Participer à une réunion du comité technique des normes CSA-B79 sur les avaloirs de sol et CSA-B481 sur les séparateurs de graisse.	Membres du comité technique	552,22 \$ dont 50 % payé par le CSA	Benoît Lagueux
TORONTO (Ont.) 9 et 10 février 2005	Participer à la rencontre du Comité B194.3 pour le Code d'approbation d'appareils en place.	Membres du comité	662,95 \$ dont 50% payé par le CSA	Jean-François Bussièrès

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS 2005.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
TORONTO (Ont.) 13 et 14 février 2005	Participer à la rencontre du Groupe de travail mixte du Comité consultatif provincial-territorial des politiques des codes CCPTPC.	Membres du Comité	395,22 \$	Georges Tessier
TORONTO (Ont.) 14 au 16 février 2005	Participer à la réunion du Conseil national de recherches du Canada - Groupe de travail mixte du Comité consultatif provincial-territorial des politiques des codes CCPTPC.	Membres du CNRC	Coûts défrayés par le CNRC	Jeannot Fecteau
TORONTO (Ont.) 14 au 16 février 2005	Participer à la rencontre du Comité de la norme CSA Z267 (Jeux et manèges).	Membres du comité	682,48 \$ dont 50 % payé par le CSA	Stéphane Mercier
TORONTO (Ont.) 20 au 22 février 2005	Participer au Forum sur la présentation de la nouvelle édition du Code de sécurité des ascenseurs CSAS B44-04 (édition 2004).	Membres du Forum	819,46 \$ dont 50 % payé par le CSA 995,00 \$	Stéphane Mercier Mark Baril
TORONTO (Ont.) 22 au 24 février 2005	Élaborer les exigences techniques relatives à la construction des composants sous pression d'une centrale nucléaire CANDU (N285A).	Membres du comité	641,22 \$ dont 50 % payé par le CSA	Madiha Kotb
OTTAWA (Ont.) 6 et 7 mars 2005	Participer à la réunion du Conseil canadien des normes – Advisory Council of Standard.	Membres du Conseil	Coûts défrayés par le CCN	Jeannot Fecteau
TORONTO (Ont.) 7 et 8 mars 2005	Participer à la réunion du Conseil national de recherches du Canada – Groupe de travail sur la température de l'eau.	Membre du CNRC	Défrayé par CNRC	Benoît Lagueux
TORONTO (Ont.) 7 au 9 mars 2005	Participer au Forum de « Technical Safety Standards Authorities (TSSA) » dans le but d'offrir une formation sur mesure destinés aux inspecteurs et autres intervenants du domaine des jeux mécaniques.	Membres du Forum	874,05 \$ 775,04 \$	Stéphane Mercier Mark Baril

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. MISSION À L'ÉTRANGER

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés.

La réponse à cette question est incluse à la question 4.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. VOYAGES EN AVION

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

S/0

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2004-2005 et les prévisions pour 2005-2006; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.		
Dépenses en 2004 – 2005		
• Publicité obligatoire		0,00 \$
• Publicité par mandat		140 424,80 \$
TOTAL		140 424,80 \$
Dépenses prévues en 2005 – 2006		
• Publicité obligatoire		20 000,00 \$
• Publicité par mandat (excluant le travail au noir)		± 100 000,00 \$
TOTAL		± 120 000,00 \$
<u>TITRE DU PROJET</u>	<u>COÛT</u>	<u>FOURNISSEUR</u>
- Publicité obligatoire :		
- Publicité par mandat :		
▪ Sécurité édifice publique	1 221,17 \$	Congrès APCHQ
▪ Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs	1 979,33 \$ 7 507,50 \$	Expo-Habitat de l'Estrie Protégez-vous
▪ Quelle licence faut-il pour vos travaux	1 752,06 \$	Le technologue
▪ Travail au noir (Campagne Ouvrez l'œil)	3 867,06 \$ 2 248,24 \$ 2 768,00 \$ 1 724,91 \$ 2 544,07 \$ 4 060,41 \$ 4 070,59 \$ 3 052,94 \$ 67 935,43 \$ 20 098,53 \$ 2 083,97 \$	CIGM (Chambre immobilière du Grand Montréal) La Maison du 21 ^e siècle Magazine Forme Salon rénovation et maison neuve de Laval Expo-Habitat Québec Expo-Habitat de Montréal APCHQ provincial Cahier Grande tournée des maisons neuves de Montréal Radio Visites libres Montréal Les studios Telson (conception pub radio)
▪ Émissions télé	2 676,47 \$	Télé-Mag
▪ Le Propane	3 633,00 \$ 2 677,17 \$ 4 523,95 \$	Guide de la pourvoirie Magazine Aventure, chasse et pêche Magazine Sentier, chasse et pêche

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES OU ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2004-2005 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Trois sondages ont été commandés en 2004-2005 :

NOM DU FOURNISSEUR	COÛTS
1) Jolicoeur et associés	12 800 \$
2) Stratégie Organisation et méthode SOM inc.	8 430 \$
3) Stratégie Organisation et méthode SOM inc.	4 525 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005

Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2004-2005
à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

S/O

RÉGIRE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT :**
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Raymond, Chabot SST inc.	Élaboration d'une banque d'items d'examen	13 650 \$
GTL Éducation	Élaboration d'une banque d'items d'examen	24 542 \$
Formation Sylviane Guillot	Formation sur les techniques d'entrevue	1 400 \$
Formation Sylviane Guillot	Formation sur les techniques d'entrevue	12 000 \$
Actualisation IDH inc.	Formation en gestion du changement	5 860 \$
Stratégies Formation	Analyse du volet « administration » - Établissement du profil de compétences	8 000 \$
Stratégies Formation	Analyse du volet « Administration » - Élaboration d'une banque de questions pour l'examen	12 000 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Formation Sylviane Guillot	Formation sur les techniques d'entrevue	3 600 \$
Must Management	Formation sur la gestion des contributions axée sur les résultats	5 000 \$
Must Management	Expertise-conseil en planification stratégique	19 700 \$
Acti-com	Formation en rédaction de rapports	3 000 \$
Nadeau Lessard	Diagnostic organisationnel	20 000 \$
J.E. Auclair experts-conseils inc.	Formation sur les habiletés relationnelles	4 750 \$
Clinique de médecine industrielle Robert et Lizotte inc.	Services d'expertise médicale	1 115 \$
Groupe santé Physimed inc.	Services d'expertise médicale	1 240 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Laboratoire médical Biron inc.	Campagne de vaccination antigrippale	1 930 \$
Ptito Alain Phd	Services d'expertise médicale	1 500 \$
Anglais en action	Service de traduction	1 394 \$
Anglais en action	Service de traduction	3 628 \$
Anglais en action	Service de traduction	2 161 \$
Anglais en action	Service de traduction	3 027 \$
Jolicoeur et associés	Sondage	12 800 \$
Som inc.	Sondage	8 430 \$
Som inc.	Sondage	4 525 \$
Lépine, Nicole	Préparation d'un document relatif aux engagements administratifs concernant le plan de garantie	17 903 \$
Raymond Chabot SST inc.	Analyse de banque d'items Volet « gestion de la sécurité sur les chantiers de construction »	6 337 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)		
Iron Montain	Déchiquetage de dossiers	7 783 \$
Collège Info-technique	Formation « gestion des personnes »	9 750 \$
Le groupe Écho	Formation « recouvrement »	2 200 \$
Leclerc juricomptables	Formation « stratégies d'intervention en chantier »	16 200 \$
Dunton, Rainville	Services juridiques	6 785 \$
Le groupe Echo	Enquête de localisation et de solvabilité	3 000 \$
Formation Info-technique S.B. inc.	Formation sur les habiletés de chef de file	9 750 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
ACQ	Congrès de l'ACQ	2 000 \$
APCHQ Québec	Salon de Québec	3 485 \$
APCHQ Estrie	Salon de l'Estrie	1 550 \$
APCHQ Saguenay	Salon de Chicoutimi	1 011 \$
Imprimerie Bergemont Inc.	Diverses impressions	2 164 \$
Camille Lapointe	Révision linguistique rapport annuel	2 000 \$
Can Expo	Salon de Laval	4 005 \$
CEGQ	Congrès de la CEGQ	2 750 \$

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
CMEQ	Congrès CMEQ	1 500 \$
Contech	Salon Expo Contech (Québec et Montréal)	3 374 \$
Les Studios Telson	Conception pub radio	2 083 \$
Litho Chic	Diverses impressions	2 690 \$
Mac Design	Conception de diverses pub	2 250 \$
Prospection	Veille et statistiques Internet	6 183 \$
Publi Griffé	Conception des maquettes pour la campagne « Ouvrez l'œil »	4 875 \$
	Conception de publicités, dépliants ou brochures « Ouvrez l'œil »	6 975 \$
	Conception « Plan stratégique »	4 850 \$
	Conception « Déclaration de services » et maquette « Commissaire à la qualité des Services à la clientèle »	2 200 \$

**RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (suite)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Salon national de l'habitation de Montréal	Salon	5 080 \$
Imprimerie Sociale	Impression et réimpression du dépliant « Super-sécurité et notre réfrigérateur au propane »	5 097 \$
	Impression et réimpression du dépliant « Super-sécurité et le propane »	8 495 \$
Ateliers TAQ	Divers envois	2 483 \$
Transcontinental	Impression d'un feuillet	2 440 \$
Virtuel Com	Travaux Internet et Intranet	9 320 \$
Som	Sondage	4 525 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.C LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
MCDA CONSEIL (RBQ-0409)	Service conseil dans le cadre du bilan annuel des opérations et finalisation de la planification annuelle	19 635 \$
MCDA CONSEIL (RBQ-0421)	Accompagnement en gestion de projet pour l'intégration de la planification trimestrielle à MS-project	19 600 \$
COLBA.NET (RBQ-0427)	Hébergement et maintien du fichier des entrepreneurs	20 000 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2004-2005 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
S/O		

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2004-2005, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

Le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
- i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2004-2005, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : 	
a) au Québec	b) à l'extérieur du Québec.
Dépenses de photocopie	38 440,84 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	185 510,48 \$
Dépenses de téléavertisseurs	-
Dépenses de mobilier de bureau	91 220,12 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	5 385,42 \$
Dépenses de frais de déplacement :	
• transport	1 133 310,66 \$
• subsistance et logement	526 608,83 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement :	
• au Québec	249 742,65 \$
• à l'extérieur du Québec	15 472,14 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005.

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
CADRES												
Moins de 35 ans	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
35 ans et plus	23	5,12	7	1,56	1	0,22	---	---	---	---	---	---
PROFESSIONNELS												
Moins de 35 ans	1	0,22	2	0,45	---	---	---	---	---	---	---	---
35 ans et plus	46	10,24	20	4,45	1	0,22	1	0,22	---	---	3	0,67
FONCTIONNAIRES												
Moins de 35 ans	22	4,90	19	4,23	---	---	1	0,22	---	---	1	0,22
35 ans et plus	137	30,51	172	38,31	3	0,67	3	0,67	1	0,22	19	4,23
TOTAL	229	50,99	220	49,00	5	1,11	5	1,11	1	0,22	23	5,12

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DE CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2005-2006, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL	2,5	40,5	251,0	---	10,0	22,0	221,5	---	337,90	528,89	---	92,55	141,96	---	245,35	386,93	---
MAI	10,0	13,5	261,5	---	45,5	18,0	274,0	---	388,19	552,44	---	103,83	166,40	---	284,36	386,04	---
JUIN	1,0	31,0	227,0	---	46,0	80,5	592,0	---	374,05	685,43	---	56,31	184,28	---	317,74	501,15	---
JUILLET	7,0	11,0	189,5	---	168,0	284,0	1741,5	---	222,48	308,37	---	81,15	118,31	---	141,33	190,06	---
AOÛT	10,0	6,0	203,5	---	260,0	531,0	1951,5	---	105,25	262,81	---	25,00	174,90	---	80,25	87,91	---
SEPTEMBRE	6,5	12,0	207,0	---	76,5	42,5	376,0	---	290,40	440,99	---	86,41	182,87	---	203,99	258,12	---
OCTOBRE	11,0	15,5	167,0	---	31,5	32,0	234,0	---	304,02	555,05	---	94,82	337,78	---	209,20	217,27	---
NOVEMBRE	16,0	35,5	238,0	---	37,0	39,5	134,0	---	306,70	574,61	---	69,41	197,47	---	237,29	377,14	---
DÉCEMBRE	14,0	30,5	193,5	---	46,0	105,5	591,0	---	224,29	199,72	---	54,81	52,65	---	169,48	147,07	---
JANVIER	14,0	32,0	217,5	---	23,0	93,0	408,5	---	223,06	152,52	---	45,99	30,24	---	177,07	122,28	---
FÉVRIER	16,5	39,0	174,5	---	7,0	96,0	210,5	---	176,99	390,49	---	46,58	113,66	---	130,41	276,83	---
MARS	5,0	31,5	137,5	---	16,0	114,0	371,0	---	63,75	224,31	---	14,75	34,66	---	49,00	189,65	---
TOTAL	113,5	298,0	2467,5	---	766,5	1458,0	7105,5	---	3017,08	4875,63	---	771,61	1735,18	---	2245,47	3140,45	---

D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE : 1 PLAINTÉ

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16.A) ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU ET OUVRIERS) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

RÉGION ADMINISTRATIVE	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor..							

B) ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor..

C) NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor..

D) NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).

RÉGION ADMINISTRATIVE	CADRES SUPÉRIEURS	CADRES INTERMÉDIAIRES	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor..							

E) NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES FINANCIERS.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

F) NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN.

La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2004-2005 et prévisions 2005-2006.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des
Services gouvernementaux.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2004-2005, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2004-2005, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION.

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2004 au 17 février 2005 et du 18 février 2005 à ce jour.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} MARS 2005.

La liste du personnel du cabinet du ministre au 1 ^{er} mars 2004 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O				

21. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} MARS 2005.

- MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2004-2005.**

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU 29 AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005 :

S/O

- NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :**

S/O

- LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.**

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2004-2005 à même le budget discrétionnaire :

- i. du ministre;
- ii. du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
S/O	

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2003-2004 et 2004-2005

La ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2003-2004 et 2004-2005; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor..

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**25. POUR CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À
PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2004-2005.**

**Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie
d'âge en 2004-2005.**

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE DES EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS.

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME.

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme et qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**28. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET
AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.**

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. ABONNEMENTS DE L'ORGANISME ET LE COÛT

Liste de tous les abonnements des organismes publics ainsi que le coût de chacun :	
<ul style="list-style-type: none"> - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc. 	
Ainés hébergement (revue)	20,00 \$
CETAF (magazine)	50,00 \$
Cité-Plus - Ville de Montréal	120,00 \$
Code civil, Code de procédure civile, Code criminel	144,00 \$
COLE	250,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 180,00 \$
EC&M (revue sur l'électricité)	55,00 \$
Elevator world	110,00 \$
Fire technology	65,00 \$
Formulaires des procédures civiles	78,40 \$
Gazette officielle du Québec	1 076,00 \$
Info presse (magazine)	89,00 \$
La Presse	145,60 \$
La Tribune	164,84 \$
Le Courrier Parlementaire	1 000,00 \$
Le Nouvelliste	195,00 \$
Les Affaires	59,95 \$
Les aspects juridiques et lois et règlements (MAJ)	526,00 \$
Les lois du travail	48,00 \$
Loi sur l'accès à l'information, lois annotées	169,80 \$
Lois refondues du Québec	1 770,50 \$
Magazine Formes	23,47 \$
Manuel de l' ICCA	145,00 \$
Procédures pénales et de jurisprudence	105,00 \$
Québec-Habitation (revue)	11,44 \$
Recueils de politique de gestion	190,65 \$
Registre électronique de la jurisprudence du Barreau (REJB)	1 484,40 \$
Renouvellement licence Margill (bulletin électronique)	52,50 \$
SKI Area Management (revue)	48,00 \$
Tableau des modifications et index sommaire	560,00 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. SITE INTERNET

<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	
<p>Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site</p>	<ul style="list-style-type: none"> • À l'interne : l'équipe de la Direction des communications • À l'externe : Beaulieu Multimédia
<p>Coûts entretien et mise à jour</p>	<p>Le site a été mis en ligne en 1998 et il a fait l'objet d'une refonte majeure en 2002 – 2003. Au cours de l'année 2004 – 2005, nous avons assumé les coûts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hébergement du site informationnel à la DGTIQ : 36 124,71 \$ • Hébergement, entretien et développement du site dynamique (fichier des entrepreneurs) chez ColbaNet : 20 000 \$
<p>Qui est responsable du contenu sur le site ?</p>	<p>Le contenu du site informationnel est sous la responsabilité de la Direction des communications.</p> <p>Le contenu du site dynamique (le fichier des entrepreneurs) est sous la responsabilité de la Direction des ressources informationnelles. C'est la firme ColbaNet qui est autorisée à mettre en ligne la base de données du fichier à partir d'une extraction de données en provenance de la Direction des ressources informationnelles.</p>
<p>Fréquence moyenne de mise à jour</p>	<p>Quotidienne</p>
<p>Nombre de visites (sessions) par mois</p>	<p>52 459</p>
<p>Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?</p>	<p>Le site a été mis en ligne en 1998 et il a fait l'objet d'une refonte majeure en 2002 – 2003 au coût de 18 652,00 \$. Cette refonte a été réalisée pour se conformer au Programme d'identification visuelle, pour faciliter la consultation et la gestion du site, pour organiser l'information en fonction de nos clientèles et pour refaire l'arborescence.</p>

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Dépenses effectuées en 2004-2005 par chaque ministère ou organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;
- b) matériel informatique;
- c) logiciels;
- d) programmation;
- e) formation.

a)	Téléphonie :	
	- téléphones réguliers :	172 087,00 \$
	- téléphones cellulaires :	185 510,48 \$
	- communications informatiques :	162 480,46 \$
b)	Matériel informatique :	251 701,00 \$
c)	Logiciels :	115 108,61 \$
d)	Programmation :	2 101 558,00 \$
e)	Formation :	714,46 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question
numéro 10.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question
numéro 8.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2004-2005 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

Toutes les études commandées en 2004-2005 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question
numéro 9.

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX PORTANT SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT À LA DEMANDE DU CONSEIL EXÉCUTIF, DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DES COMITÉS FORMÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMBRE DE RÉUNIONS DES COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

41. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES

Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2004-2005 et ceux prévus en 2005-2006.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION.

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. GRIEFS FORMULÉS VISANT LES POLITIQUES RELATIVES À LA CONFIDENTIALITÉ.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2004, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS.

Nominations, depuis le 1^{er} mai 2004, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question numéro 10.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 45. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2004-2005 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC.**

Pour 2004-2005, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL VISANT LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE.

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2004-2005 ainsi que les prévisions pour 2005-2006 pour les études, avis ou achat du matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés les échéances prévues.

2004-2005 - Projet VISION 2005- Modernisation des processus à la Régie du bâtiment:

Services professionnels: 607 773 \$

2005-2006 Projet VISION 2005

Équipements et logiciels : 2 751 935 \$

Services professionnels : 4 736 581 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING

La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

RÉGIE DU BÂTIMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2004-2005

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2004-2005 :

- nombre de refus
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

50. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts;
- nombre de ressources affectées;
- nombre de rencontres;
- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

S/O

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

51. NOMBRE D'ETC AUTORISÉS ET NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2005

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2005.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52. Montant des cibles de compressions pour fermer l'année 2004-2005

Pour chaque ministère, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2004-2005 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**53. CIBLES DE COMPRESSIONS POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET
MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES**

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**54. LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES**

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

55. MONTANTS VERSÉS À DES TRAITEURS EN 2004-2005

[illegible]

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**56. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES
AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES
CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****TABLE DES MATIÈRES**

	PAGE
67. Nombre de plaintes reçues par la Régie du bâtiment en 2004-2005.....	75
68. Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection et d'heures d'inspection, d'avis de corrections et volumes de dossiers par inspecteur pour la même période.....	76
69. Nombre de poursuites pénales et valeur des amendes reçues au cours des trois dernières années, ventilées par infraction.....	77
70. Nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licences effectués dans le cadre de mandats de la Régie du bâtiment et ventilation.....	80
71. Tarification effectuée par la Régie du bâtiment en 2004-2005.....	81
72. Rapports d'activités des directions régionales pour la dernière année disponible.....	82

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

67. PLAINTES REÇUES PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT EN 2004-2005

Nature	2004-2005
Plaintes de citoyens	1 093
Plaintes organismes et partenaires	1 002
Plaintes relatives au plan de garantie	46

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

68. NOMBRE D'INSPECTEURS, DE VISITES D'INSPECTION ET D'HEURES D'INSPECTION, D'AVIS DE CORRECTIONS ET VOLUME DE DOSSIERS PAR INSPECTEUR POUR LA MÊME PÉRIODE

Nature	2004-2005
Nombre d'inspecteurs	120
Nombre d'activités	23 520
Avis de correction	8 730
Moyenne par inspecteur	196

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

69. POURSUITES PÉNALES TRANSMISES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Le nombre de dossiers de poursuites pénales et valeur des amendes perçues au cours des trois dernières années ventilées par loi.

2002-2003

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	7	3 330	6		77	169	1	1 096	4 686
Reçus ouverts	9	1 848	3		24	55		262	2 201
Fermés	8	2 374	3		56	121	1	416	2 979
Actifs à la fin	8	2 804	6		45	103		942	3 908
Transmis MJQ	6	1 834	3		28	61		204	2 136

RÉSULTATS

Acquittement	1	176	1		4	9		23	214
Annulation		246			2	4		26	278
Condamnation	7	1 741	1		42	96	1	290	2 178
Libéré		1							1
Prescription									
Retrait		158	1		3	9		32	203
Amendes \$	1 650	1 554 728	325		27 875	60 450	700	117 500	1 763 228

Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

69. POURSUITES PÉNALES TRANSMISES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Le nombre de dossiers de poursuites pénales et valeur des amendes perçues au cours des trois dernières années ventilées par loi.

(Suite)
2003-2004

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	8	2 812	6		44	97		943	3 910
Reçus ouverts	1	1 889	2		2	10	1	112	2 017
Fermés	6	1 935	4		34	61		542	2 582
Actifs à la fin	3	2 766	4		12	46	1	513	3 345
Transmis MJQ	2	1 330						96	1 428

RÉSULTATS

Acquittement		202			6	10		35	253
Annulation		176	2		2	9		39	228
Condamnation	4	1 291	2		8	30		275	1 610
Libéré		11			1				12
Prescription	1	11			2	1		8	23
Retrait	1	244			15	11		204	475
Amendes \$	1 175	1 159 936	2 100		5 600	18 900		124 655	1 312 366

Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

69. POURSUITES PÉNALES TRANSMISES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Le nombre de dossiers de poursuites pénales et valeur des amendes perçues au cours des trois dernières années ventilées par loi.

(Suite)
2004-2005

LOIS	A-20.01	B-1.1	D-10	E-1.1	I-12.1	I-13.01	M-6	S-3	TOTAL
Actifs au début	3	2 757	4		12	46	1	520	3 343
Reçus ouverts	3	1 635					7	34	1 679
Fermés	1	1 469			2	17	1	267	1 757
Actifs à la fin	5	2 923	4		10	29	7	287	3 265
Transmis MJQ		1 597					3	11	1 611

RÉSULTATS

Acquittement	1	72				2		34	109
Annulation		256						31	287
Condamnation		1 004			2	9	1	59	1 075
Libéré									
Prescription		3						4	7
Retrait		134				6		139	279
Amendes \$		933 725			1 400	5 925	700	26 375	968 125

Lois

- A-20.01 : Loi sur les appareils sous pression;
- B-1.1 : Loi sur le bâtiment (qualification);
- D-10 : Loi sur la distribution du gaz;
- E-1.1 : Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;
- I-12.1 : Loi sur les installations de tuyauterie;
- I-13.01 : Loi sur les installations électriques;
- M-6 : Loi sur les mécaniciens de machines fixes;
- S-3 : Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

70. NOMBRE DE SUSPENSIONS, D'ANNULATIONS ET DE REFUS DE RENOUVELLEMENT DE LICENCES EFFECTUÉS DANS LE CADRE DE MANDATS DE LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC ET VENTILATION.

Licences annulées entre le 1^{er} avril 2004 et le 31 mars 2005 : 131

Licences suspendues durant la même période : 303

Renouvellement de licences refusées durant la même période : 17

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDES DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

71. TARIFICATION EFFECTUÉE PAR LA RÉGIE DU BÂTIMENT EN 2004-2005

LOIS	Résultats 2004-2005 ⁽¹⁾	Résultats 2003-2004
Lois sur le bâtiment		
Qualification des entrepreneurs	19 517 000	18 141 000
Jeux et remontées mécaniques	196 000	198 000
Appareils de levage	1 193 000	1 281 000
Installations électriques	12 569 000	11 558 000
Droits fixes	2 000 000	1 938 000
Masse salariale	10 569 000	9 620 000
Installations de tuyauterie	4 914 000	4 583 000
Distribution du gaz	2 775 000	2 986 000
Total partiel	41 164 000	38 747 000
Autres lois		
Appareils sous pression ⁽²⁾	2 355 000	2 844 000
Autres revenus	18 000	23 000
Total partiel	2 373 000	2 867 000
TOTAL:	43 537 000	41 614 000

⁽¹⁾ Pour l'exercice 2004-2005, les revenus présentés seront certifiés par le Vérificateur Général, d'ici juin 2005.

⁽²⁾ Le résultat de 2004-2005, est attribuable à une diminution de l'activité de fabrication et d'installations de nouveaux appareils sous pression.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

72. RAPPORTS D'ACTIVITÉS DES DIRECTIONS RÉGIONALES POUR LA DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE

A) ACTIVITÉS D'INSPECTION

Régions	Résultats 2004-2005
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Côte-Nord	1 923
Québec – Chaudière-Appalaches	4 919
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1 627
Mauricie – Centre-du-Québec	1 579
Estrie	1 181
Montréal (secteur sud) – Montérégie	3 939
Montréal (secteur nord) – Laval-Laurentides-Lanaudière	5 636
Outaouais	721
Abitibi-Témiscamingue	315
Service de la fabrication des appareils sous pression	1 680
Total inspection	23 520

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS
PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**72. RAPPORTS D'ACTIVITÉS DES DIRECTIONS RÉGIONALES POUR LA
DERNIÈRE ANNÉE DISPONIBLE**
B) ACTIVITÉS DE DÉTECTION DES TRAVAUX EFFECTUÉS SANS LICENCE

Type d'activité	2004-2005
Secteur de la rénovation	
Nb de dossiers d'enquête ouverts	18 579
Infractions relevées	2 980
Nb de poursuites	1 064
Secteur de la construction neuve	
Nb de dossiers d'enquête ouverts	5 469
Infractions relevées	1 465
Nb de poursuites	407